



EN GREVE

LE 14 DECEMBRE

Trop peu, trop tard, un gouvernement à côté de la plaque !

Agissons pour les salaires,

les pensions et la protection sociale

Le Premier Ministre, après 3 semaines de colère sociale que le gouvernement n'a voulu ni voir, ni entendre et après des mois de mépris envers les avertissements lancés par la CGT, vient d'annoncer des mesures pour sortir du conflit et tenter d'apaiser la situation. Si elles montrent les difficultés du gouvernement, ces « mesurette » ne sont pas de nature à permettre à une majorité de la population de boucler des fins de mois de plus en plus difficiles.

- Rien sur la revalorisation des salaires. Pas de coup de pouce sur le Smic : une augmentation de 3% constitue un maintien en euros constants en compensant juste l'inflation.
- Rien sur la revalorisation des pensions de retraite mais, au contraire, maintien de la non-indexation sur l'augmentation du « coût de la vie ».
- Rien sur la revalorisation des prestations sociales, si ce n'est un mode de calcul de l'APL qui pourrait sortir de son attribution nombre de bénéficiaires actuels.
- Rien pour les jeunes, rien sur la garantie d'accès à toutes et tous aux études, quel que soit son milieu, et la répression à la place !
- Une aggravation des attaques contre les services publics lorsque le gouvernement prévoit de compenser ces mesures par une baisse des dépenses publiques.

Pour la CGT, il y a plus que jamais urgence sociale ! Le gouvernement et le patronat n'y répondent pas.

Jamais la CGT n'agira en commun avec l'extrême droite et condamne ses actes et propos xénophobes, islamophobes ou sexistes.

Mais, lorsque les gilets jaunes dénoncent la précarité, le chômage, l'impossibilité de finir le mois, leurs propos convergent avec les revendications CGT :

- augmentation du Smic pour le porter à 1800 euros ;
- augmentation des salaires ;
- droit à l'indemnisation pour tous les privés d'emploi et augmentation du montant des indemnités ;
- amélioration de la protection sociale pour atteindre le 100% sécu et la disparition du « reste à charge » ;
- une politique de relance pour l'embauche plutôt que l'austérité encore et encore ;
- augmentation des pensions de retraite et retrait des ponctions de CSG ;
- débat sur la protection sociale et réforme fiscale pour un impôt juste ;
- rétablissement de l'ISF immédiatement ;
- amélioration des services publics, notamment dans l'éducation, la santé, les transports, etc. ;
- amélioration de la démocratie sociale.

L'heure est à la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les administrations pour élaborer des cahiers revendicatifs.

La CGT invite l'ensemble des salariés du privé et du public, des privés d'emploi, des retraités et des jeunes à participer à cette mobilisation.

Le 14 décembre, jour de la tenue de l'instance chargée de revaloriser (ou pas) le Smic, **doit être une grande journée de grève**, d'arrêts de la production et d'interpellation sous diverses formes des pouvoirs publics.

Toutes et tous ensemble, ayons comme exigence un autre avenir, un avenir de progrès et de justice sociale !

Montreuil, le 4 décembre 2018

**La régression sociale ne se négocie pas,
elle se combat ! (H. Krasucki)**